

**Propriété + liberté
= place économique forte**



La propriété et la liberté économique, piliers de la prospérité

La protection de la propriété privée est la tâche la plus importante d'un Etat libéral et démocratique. L'UDC lutte contre la prédation de la gauche rose-verte, qui a pour but de promouvoir une culture de la redistribution marquée par l'idéologie et une mentalité fort peu suisse de profiteur de l'aide sociale. Les entreprises ont besoin d'un maximum de liberté et de bonnes conditions-cadres pour pouvoir exercer leur activité avec succès.



Alessandro Ehrbar
Directeur régional des ventes

“ Nos entreprises souffrent de plus en plus de la frénésie réglementaire de la Berne fédérale. Cela paralyse l'économie et nuit à notre prospérité ! Seule une industrie libre et florissante crée des emplois et de la prospérité pour notre pays ! ”

Sans propriété, pas d'existence

L'UDC s'engage pour que les citoyens et les entreprises puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis légalement. Sans propriété garantie par la Constitution, ni le droit à l'autodétermination de l'individu ni une société libre et prospère ne sont possibles. L'histoire l'a montré à maintes reprises : dès qu'un État ne garantit plus la propriété à ses habitants, voire la leur retire, la vie et l'intégrité physique des personnes sont menacées. Malheureusement, la propriété est bafouée par les instruments les plus divers. Sous le couvert d'objectifs idéologiques, le droit de recours des associations, par exemple, limite massivement la capacité d'action des propriétaires. L'UDC rejette catégoriquement toute possibilité de recours qui ne résulte pas d'une implication directe. L'UDC exige donc une sécurité juridique démocratiquement légitimée pour la propriété privée. Les atteintes à la propriété privée qui sont en cours sous le titre de « protection du climat » sont encore plus drastiques : interdiction du mazout, de l'essence et du diesel, prescriptions coûteuses en matière de construction et de rénovation, taxes sur le CO₂ et autres impôts de rééducation et de redistribution déguisés en « taxes d'incitation ».

Pas de prospérité sans propriété individuelle

L'accès à la propriété du logement, qui joue un rôle central dans la prospérité de la Suisse, est menacé par des obligations et des restrictions étatiques. L'UDC demande que la propriété d'un logement à usage personnel soit encouragée par des incitations fiscales. Les personnes qui travaillent à plein temps

doivent pouvoir acquérir un logement dans leur propre pays au cours de leur vie ! L'imposition actuelle de la valeur locative a un effet néfaste sur la propriété et doit être abolie. L'UDC s'engage pour que l'utilisation du capital de prévoyance pour le financement du logement en propriété soit toujours possible. Parallèlement, le libre marché est fortement limité par la surréglementation du droit de bail. L'UDC s'oppose à la construction de logements sociaux par l'État, qui a des effets de distorsion de la concurrence. Tout comme l'interdiction des chauffages au mazout et l'obligation de recourir à l'énergie solaire pour tous les propriétaires : ce sont les propriétaires de logements qui doivent payer ces milliards ainsi que les locataires, avec des loyers encore plus élevés.



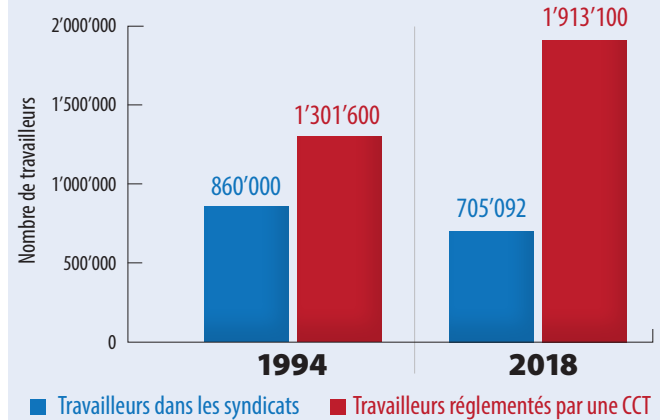
Liberté économique plutôt que réglementation

Les entreprises suisses (notamment les petites et moyennes entreprises → PME), sont les garantes de la prospérité du pays et de ses habitants, raison pour laquelle l'UDC se bat pour une plus grande liberté d'entreprendre et contre les nouvelles lois et interdictions qui pèsent sur nos entreprises. Car là où la bureaucratie prolifère, l'action entrepreneuriale est inévitablement limitée et les coûts s'envolent. Il faut enfin mettre un terme aux tendances de ces dernières années qui consistent à réglementer toujours plus le marché libéral du travail, à renchérir l'énergie et les transports et à augmenter les charges bureaucratiques. Il faut prendre soin de nos PME performantes, mais aussi des nombreuses grandes entreprises ayant leur siège en Suisse. Les ralentissements bureaucratiques imposés par l'État (notamment par des modifications bureaucratiques dans les ordonnances du Conseil fédéral) nuisent aux entreprises et donc à la Suisse. L'UDC rejette les réglementations inutiles, les nouvelles lois, les prescriptions et les interdictions, ainsi que les reprises automatiques du droit de l'UE, qui sont un véritable poison pour les entreprises et les commerces.

Influence croissante des fossoyeurs syndicaux

Qui crée des emplois agit de manière sociale : le travail est le moyen le plus fiable de lutter contre la pauvreté. Un marché du travail flexible est la meilleure protection contre le chômage et facilite l'accès au marché du travail et à un bon revenu. Le droit du travail libéral et une formation des salaires libre et décen-

Un nombre toujours plus faible de syndicalistes décide pour un nombre toujours plus grand de travailleurs



Source : OFS, conventions collectives de travail et partenariat social

tralisée entre l'employeur et l'employé sont les atouts du marché du travail suisse. L'introduction de la libre circulation des personnes en 2002 et les presque 600 conventions collectives de travail (CCT) actuelles menacent toutefois ces atouts. Les syndicats prétendent agir en tant que représentants officiels de plus de la moitié de tous les travailleurs, alors que seuls 15% des actifs sont membres de l'un d'entre eux et que le nombre de leurs membres ne cesse de diminuer. L'UDC combat le double jeu des syndicats : ils veulent réguler le marché du travail

par le biais d'un nombre croissant de CCT obligatoires et, en outre, avec le soutien de la gauche rose-verte, étatiser d'autres domaines du droit du travail par le biais de salaires minimums cantonaux et communaux, mettant ainsi en danger des emplois au lieu de les protéger.

L'influence croissante des syndicats et l'amplification de la « Suisse des fonctionnaires » vont de pair. Chaque nouvelle réglementation, contrôlée par les syndicats et les fonctionnaires fédéraux, justifie de nouveaux impôts et de nouvelles taxes et c'est pourquoi l'UDC se bat pour une réduction de la densité normative : pour chaque nouvelle loi ou réglementation, il faut en supprimer au moins une.

Non à l'expropriation par l'État

Les nouveaux postes de l'État créés en nombre ne pèsent pas seulement sur les contribuables, mais aussi sur l'économie. L'augmentation du nombre de fonctionnaires entraîne automatiquement une augmentation de la bureaucratie étatique, de l'activisme et de la reprise du droit européen. Le marché et la concurrence sont remplacés par des prescriptions ainsi qu'un interventionnisme d'état et une uniformisation internationale poussant les entrepreneurs hors du marché. Des monopoles inutiles comme la Suva ou la SSR renchérisent les services et empêchent une véritable concurrence. La quote-part fiscale élargie est passée de 33,2 % à 39,6 % entre 1990 et 2019. En d'autres termes, pour chaque billet de 100 francs gagné en Suisse, les fonctionnaires fédéraux prélèvent deux billets de

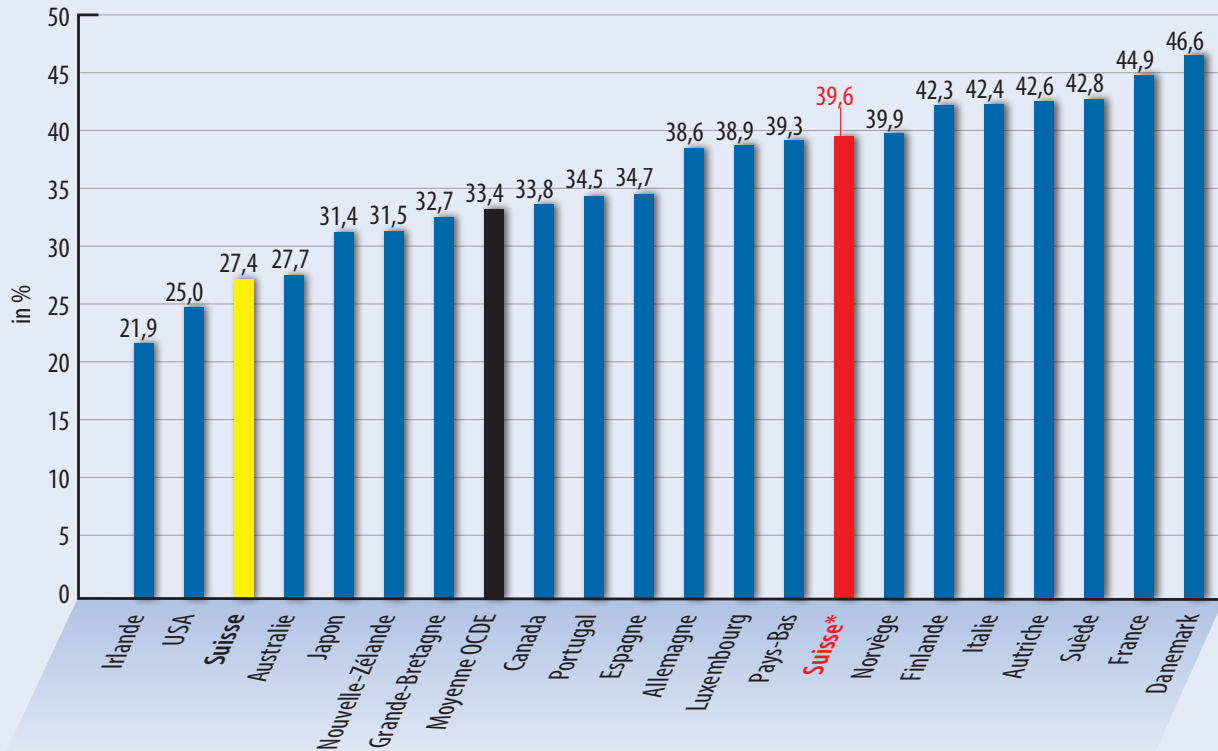


20 francs, huilant ainsi les rouages de la fonction publique et finançant également leurs privilèges. L'UDC se bat pour que les Suisses puissent dépenser, épargner ou investir eux-mêmes l'argent qu'ils ont durement gagné.

Oui à la sphère privée

Poussés par l'augmentation des recettes au détriment des particuliers, de plus en plus de fonctionnaires enquêtent sur les agissements des citoyens et des entreprises. La sphère privée est de plus en plus mise à mal. L'abandon du secret bancaire vis-à-vis de l'étranger et l'émergence de cartes d'identité numériques et de certificats de vaccination sont des exemples de l'érosion de la sphère privée des citoyens. L'UDC s'oppose à toute nouvelle atteinte contre la sphère privée par une extension de l'échange d'informations de toutes les données dignes de protection. De

Il ne reste que 60 centimes par franc



Source : Revenue Statistics, OCDE ; quote-part fiscale élargie : Economistesuisse ; propre représentation

Barre rouge : quote-part fiscale élargie de la Suisse (contrairement à la barre jaune, y compris les prélèvements obligatoires comme le 2^e pilier, la caisse maladie, etc.)

tels efforts, en particulier les automatismes, vont à l'encontre de principes importants de la Suisse, comme la protection de la sphère privée ou une relation entre le citoyen et l'Etat basée sur la bonne foi. En outre, une sphère privée plus étendue permet de réduire la bureaucratie : moins il y a de données collectées, moins le personnel fédéral doit les analyser. L'UDC se bat pour un Etat allégé et pour une protection illimitée de la sphère privée des citoyens, dans tous les domaines.

Non à l'uniformisation internationale

Sur le plan international, le concept de réussite de la Suisse est mis sous pression. Une réglementation fiscale internationale modifie deux principes jusqu'ici sacro-saints de l'imposition des entreprises : premièrement, une imposition minimale sur les bénéfices des grandes entreprises doit être introduite. Deuxièmement, leur imposition doit être déplacée du lieu de production vers l'Etat de marché. Il s'agit d'une attaque contre la

Suisse en tant que pays compétitif, mais aussi contre la compétence fiscale intercantonale. L'UDC se bat pour la souveraineté fiscale cantonale. Les recettes fiscales supplémentaires sous forme d'impôts complémentaires, générées par des hausses d'impôts imposées au niveau international, doivent profiter directement aux cantons concernés. L'UDC rejette toute volonté de redistribution qui génère des recettes fiscales ou des taxes supplémentaires. L'UDC déclare la guerre à la mentalité « tous risques » nourrie par la gauche rose-verte qui considère l'Etat comme un buffet self-service.

Oui au commerce mondial

L'échange international de biens et de services sous forme de libre-échange, qui n'est pas entravé par des droits de douane ou d'autres obstacles au commerce, est le moteur de l'économie mondiale. En tant que petit pays fortement dépendant des exportations, qui a exporté en 2021 des marchandises pour une valeur de plus de 259 milliards de francs, notre pays s'est très tôt efforcé de mettre en place un commerce aussi libre que possible et de conclure des accords de libre-échange correspondants. La Suisse doit intensifier ses efforts pour conclure d'autres accords de libre-échange dans le monde entier, en tenant compte toutefois en particulier de la sécurité de l'approvisionnement. En raison de l'évolution de l'importance des marchés, notamment dans le contexte des pays émergents, il est important que la Suisse adopte une approche universelle et ne s'oriente pas uniquement vers l'UE. L'UDC se bat pour une politique commerciale libérale et ouverte sur le monde entier.



Points de vue

L'UDC ...

- défend la protection de toute propriété et la protection de la sécurité juridique en Suisse en tant que piliers de la liberté citoyenne ;
- exige plus de liberté et moins de réglementations, de prescriptions et d'interdictions, afin de garantir les emplois existants et d'en créer de nouveaux ;
- s'engage résolument en faveur des intérêts de la classe moyenne et travailleuse suisse ;
- exige une réduction de l'État à son rôle de prestataire de services, qui fournit aux contribuables des services faciles d'accès, rapides et non bureaucratiques ;
- exige que l'État ne concurrence ni n'entrave l'économie ;
- exige, dans le sens d'un soutien au fédéralisme, le renforcement du parlement face à l'administration / l'exécutif
- demande la suppression du droit de recours des associations et un allègement du système bureaucratique d'autorisations, qui entravent massivement le développement de l'économie dans son ensemble ;
- lutte pour la suppression des mesures d'accompagnement et de l'obligation d'annoncer les postes vacants ;
- exige un veto sur les ordonnances afin de freiner le développement de la bureaucratie ;
- exige l'aménagement d'un marché du travail suisse flexible et moderne, un assouplissement de la saisie du temps de travail ainsi qu'un renforcement du travail indépendant ;
- s'engage pour des charges salariales modérées ;
- exige que les quorums pour l'extension du champ d'application ne soient en aucun cas abaissés et que la validité des conventions collectives de travail étendues ne soit pas étendue au-delà de la branche concernée ;
- s'oppose à toute restriction de l'utilisation de l'argent liquide comme moyen de paiement légal ;
- combat le recours de l'État à l'épargne et aux fonds de pension ;
- combat l'imposition de la valeur locative, qui nuit à la propriété, tout en conservant les déductions des dépenses d'entretien et des intérêts passifs, qui favorisent les investissements ;
- lutte contre le développement de la bureaucratie dans le droit du bail.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ en tant que salarié, un emploi sûr et intéressant ;
- ✓ en tant que jeune travailleur, la perspective de pouvoir devenir propriétaire de mon propre logement ;
- ✓ en tant que propriétaire, la protection de ma propriété et moins de bureaucratie ;
- ✓ en tant que consommateur, salarié et retraité, un franc suisse fort avec un pouvoir d'achat élevé ;
- ✓ en tant qu'entrepreneur, plus d'argent pour investir et innover ;
- ✓ en tant qu'artisan et paysan producteur, moins de bureaucratie et de paperasserie ;
- ✓ en tant que contribuable et client de banque, une place financière suisse forte et la certitude qu'aujourd'hui comme demain, mes données financières ne seront pas automatiquement consultées.